

Burundi : Appel à la mobilisation contre de nouvelles taxes

RFI, 21 juillet 2013 Les tensions sociales s'aggravent au Burundi après l'institution de nouvelles taxes. Le gouvernement burundais, sous forte pression des institutions de Bretton Woods, doit trouver absolument de nouvelles ressources en vue de combler un déficit budgétaire qui est creusé un peu plus et qui avoisine les 10% de son budget. Le Conseil des ministres vient donc d'adopter un projet de budget révisé qui institue de nouvelles taxes. Elles vont frapper tous les produits ou presque de la vie courante, au grand dam de la société civile burundaise, qui appelle la population à se mobiliser contre des mesures jugées injustes.

Ces taxes vont frapper tous les produits répondant aux besoins fondamentaux de la population burundaise, selon le collectif Campagne contre la vie chère. Cela va des produits agricoles aux voitures, en passant par l'eau, l'électricité, les médicaments, les engrais, les tissus, etc. Absolument aucun produit de première nécessité n'échappe à cette nouvelle taxe, qui va de 10 à 70% et qui devrait rapporter quelque 40 milliards de francs burundais (environ 26 millions de dollars américains) aux caisses de l'Etat. Mais ce collectif, qui regroupe quelque 270 syndicats et associations de la société civile burundaise, estime que cette politique est « révoltante » et « particulièrement injuste », dans ce pays où la population vit dans une grande misère. « Au lieu de diminuer son train de vie, explique Gabriel Ruyiri, le coordinateur du collectif Campagne contre la vie chère, le gouvernement décide d'aller puiser dans les poches des pauvres. C'est pour cette raison que la population ne va pas l'accepter, nous sommes en train de crier pour demander à nos dirigeants, vraiment, de nous entendre, sinon demain il sera trop tard. » Ce collectif appelle donc les habitants de Bujumbura à participer à une grande réunion publique ce 22 juillet, dans un hôtel de la capitale burundaise. Ils vont demander à une population déjà frappée de plein fouet par la crise et de plus en plus en colère, d'adopter une ligne de conduite au cas où l'Assemblée nationale va voter ce train de mesures au cours d'une plénière prévue mardi 23